

Prise de position à propos de l'article de RTS Investigativ «Zu wenig Geld: Bauern kritisieren Schweizer Klimat-Projekt» (en français: «Trop peu d'argent: des paysans critiquent le projet climatique suisse»

Zurich, le 23 août 2023

Contexte: L'équipe de recherche de RTS Investigativ a publié un rapport détaillé sur le projet myclimate «Reforestation communautaire au Nicaragua». Ce rapport est le résultat d'un long processus: le premier contact entre les deux journalistes responsables et myclimate a eu lieu à l'automne 2022. Depuis lors, myclimate et son partenaire de projet Taking Root ont fait tout ce qui était possible à leur échelle pour soutenir les recherches. Nous avons notamment organisé une visite du projet au Nicaragua, mais celle-ci n'a pas eu lieu car les journalistes n'ont pas pu entrer dans le pays. Les journalistes avaient en outre choisi eux-mêmes le projet concerné, myclimate leur ayant laissé carte blanche. myclimate a également répondu en détail à toutes les questions des journalistes, donné des interviews et partagé l'intégralité des données et documents du projet (tels que des contrats avec les familles participantes).

Évaluation du rapport du point de vue de myclimate:

L'article a été rédigé dans le respect des normes journalistiques, mais ses reproches et critiques implicites sont très partiels et lacunaires. myclimate s'oppose expressément aux reproches mentionnés et aux critiques véhiculées à l'encontre du projet.

En collaboration avec notre partenaire de projet Taking Root, nous rejetons catégoriquement le reproche d'une prétendue insatisfaction généralisée ou d'un traitement injuste des petits agriculteurs et petites agricultrices participants. Le projet implique des milliers de familles et doit notamment son succès à sa popularisation locale par le bouche-à-oreille. Nous considérons qu'il est malhonnête de citer comme référence l'insatisfaction de neuf paysannes et paysans, qui ont d'ailleurs quitté le projet.

Nous sommes également en total désaccord avec l'affirmation sous-entendue selon laquelle le projet ne serait pas aussi efficace en termes de captage du CO₂ que ne l'avaient annoncé myclimate et Taking Root et que ne le contrôle régulièrement la norme Plan Vivo. La méthode utilisée par la RTS ne dit rien sur la croissance de la biomasse et ne tient pas la route face aux mesures sur place telles qu'elles sont effectuées chaque année par Taking Root. C'est ce que confirment expressément les scientifiques de l'EPF qui ont mené l'étude pour la RTS.

Nous ne comprenons pas non plus les doutes exprimés quant au manque de proximité et de contrôle vis-à-vis du projet, ainsi qu'à une mauvaise communication. Nous restons fermement convaincus, et nous nous référons ici au dernier rapport du GIEC, qu'une protection efficace du

climat mondial doit impérativement s'accompagner d'une modification de l'utilisation des terres en général, vers des écosystèmes (forestiers) plus intacts et protégés.

Comme nous l'exposons dans la présente prise de position, nous pouvons réfuter toutes les critiques formulées à l'aide d'arguments factuels. Nous le faisons sous la forme d'une version abrégée (condensée) et d'une version détaillée.

Finalement, nous regrettons vivement qu'un tel article d'«Investigativ», qui a nécessité beaucoup d'efforts de part et d'autre, mette en doute un projet de protection du climat extrêmement efficace depuis plus de dix ans et déstabilise en outre les gens au sujet de la protection du climat – en raison d'une sélection très partielle de personnes interviewées, d'une méthodologie qui suggère apparemment un contrôle de la réussite du projet depuis la Suisse, mais qui n'est pas apte à déterminer la croissance de la biomasse (stockage du CO₂).

Bien entendu, il y a des points à améliorer dans chaque projet. Taking Root fait d'ailleurs progresser celui-ci en permanence, ainsi que ses mécanismes de qualité. Étant soumis à une obligation de compensation en cas de défaillance d'une parcelle, ce qui implique des frais financiers, il est dans l'intérêt vital de Taking Root d'aider autant que possible tous les participants et de prendre au sérieux d'éventuelles réclamations. Parallèlement, dans l'intérêt de l'intégrité du projet, la production de biomasse doit être garantie. En effet, myclimate s'engage notamment auprès de ses clientes et clients à soutenir une protection du climat efficace et démontrable.

La déstabilisation des entreprises et des particuliers, qui pourrait résulter d'un article que nous jugeons discutable d'un point de vue journalistique, ne profite justement qu'à celles et ceux qui réfutent depuis des années leurs responsabilités en matière de protection du climat. L'approche consistant à «faire du mieux l'ennemi du bien» se fait entièrement aux dépens de ceux qui s'engagent bénévolement (ou prévoient de le faire sous peu), et surtout aux dépens du climat et de la population des pays concernés par le projet, en l'occurrence le Nicaragua. Il est regrettable que la télévision suisse prête peu d'attention aux arguments de myclimate malgré tout son travail, omettant ainsi de fournir des reportages justes, équitables et favorables à la protection du climat.

[Aller à la qualification condensée des principaux points critiques\(liens consultables\)](#)

- [Apparente insatisfaction des familles participantes](#)
- [Croissance apparemment insuffisante de la biomasse](#)
- [Pas assez de contacts sur place de la part de myclimate](#)
- [Projets forestiers inadaptés à la protection permanente du climat](#)
- [Communication imprécise et opaque](#)

[Aller à la qualification détaillée des principaux points critiques \(liens consultables\)](#)

- [Apparente insatisfaction des familles participantes](#)
 - [Comment l'argent investi dans le projet est-il utilisé concrètement?](#)
 - [Le projet en tant que co-investissement](#)

- Critique de Birgit Müller et manque de compréhension
- Croissance apparemment insuffisante de la biomasse
- Pas assez de contacts sur place de la part de myclimate
- Projets forestiers inadaptés à la protection permanente du climat
- Communication imprécise et opaque

Complément: La protection du climat dans les pays en déficit démocratique
Liens

Qualification de myclimate sur les principaux points critiques de l'article (condensée)

«Les agriculteurs participants doivent apporter une importante contribution personnelle au projet, ne sont pas correctement rémunérés et ont donc une vision critique du projet.»

Cette accusation est basée sur les déclarations de neuf paysannes et paysans qui ont quitté (ou ont dû quitter) le projet et ne représentent en rien les milliers de familles qui participent au projet et dont le nombre ne cesse de croître depuis des années grâce au bouche-à-oreille.

L'article reproche au projet de susciter l'insatisfaction parmi les agriculteurs participants. Nous le contredisons fermement. Le fait est que la participation est volontaire et se fait principalement par le bouche-à-oreille, avec des agriculteurs qui voient les résultats positifs de leurs collègues et demandent à participer aux programmes. En outre, de nombreux agriculteurs ayant participé au programme avec une seule parcelle ont acquis des parcelles au cours des années suivantes. La croissance soutenue du programme au cours des quinze dernières années témoigne clairement de la satisfaction des agriculteurs.

L'enquête a été menée auprès de onze paysannes et paysans, dont neuf ne participent pas ou plus au projet selon la RTS. Ce sont également ces neuf personnes qui émettent des critiques (deux d'entre elles sont citées dans l'article). Or, pour pouvoir formuler une affirmation fondée et sérieuse, il faudrait réaliser une étude représentative s'adressant principalement aux paysannes et paysans qui participent activement au projet. Il serait intéressant de savoir si les personnes interrogées – pour qui il s'agissait probablement de la première interview vidéo de leur vie avec des journalistes étrangers – ont eu recours au mécanisme de réclamation proposé.

Les journalistes n'ont pas soulevé de questions élémentaires dans leur rapport, par exemple combien de temps les agriculteurs concernés ont bénéficié du soutien du programme avant de le quitter, ou s'ils l'ont quitté en raison, par exemple, de mauvaises performances (ce qui prouverait justement le sérieux du programme). Il est compréhensible que les familles qui ont dû quitter le programme expriment leur mécontentement et cherchent des raisons qui ne relèvent pas de leur responsabilité. D'un point de vue journalistique, il est toutefois hautement discutable d'en tirer un point de critique.

Dans le cas d'un projet avec participation volontaire et exigence expresse d'investir du temps et du travail, il est tout à fait normal que certains participants se retirent, parfois avec mécontentement. Les 200 agriculteurs explicitement nommés par la RTS qui ont quitté le projet représentent une perte de surface de 8%, ce qui correspond à un taux de réussite de 92%; un excellent résultat pour un projet Nature-based Solutions, avec des milliers de participants, tributaire des conditions météorologiques. Le fait de ne pas le mentionner dans l'article est une grave omission et laisse une fausse impression auprès du public.

La participation au projet n'est pas juste purement facultative pour les familles nicaraguayennes, celles-ci ont aussi à tout moment la possibilité de quitter le programme, et ce, sans avoir à effectuer de quelconque remboursement. C'est aussi pour cette raison qu'il existe des mécanismes formels de réclamation pour résoudre rapidement les problèmes des agriculteurs. Ce dispositif relève notamment de l'intérêt vital de l'organisation Taking Root, qui doit remplacer à ses propres frais chaque parcelle perdue en raison de l'insatisfaction des participants.

Nous avons également beaucoup de mal à accepter les critiques et les déclarations de l'ethnologue Birgit Müller. Nous ne pouvons malheureusement pas déterminer si Mme Müller a été en contact avec des agriculteurs qui ont effectivement participé au projet. Cela ne semble pas

plausible, car la norme Plan Vivo définit clairement, ou plus précisément exclut expressément la participation au projet des agriculteurs ne possédant que de très petites exploitations ou n'ayant aucune surface agricole inutilisée.

Ces indications permettent de conclure que Madame Müller n'a pas étudié de manière approfondie la norme Plan Vivo, qu'elle n'a pas non plus saisi le projet (très complexe, il est vrai) dans ses moindres détails et que les interlocuteurs qu'elle a mentionnés n'ont pas pu être impliqués dans le projet.

Nous regrettons de ne pas avoir pu nous entretenir avec Madame Müller avant la remise du rapport, afin de clarifier cette hypothèse et de répondre nous-mêmes à ses questions. Nous aurions attendu des journalistes qu'ils nous impliquent dans une recherche rigoureuse afin de vérifier et de clarifier la situation. Malheureusement, nous n'avons pas été entendus à ce sujet.

**«L'analyse de données satellite effectuée par l'EPF de Zurich laisse planer des doutes quant à la croissance réelle des arbres (biomasse).»
Toutefois, la méthode utilisée n'est pas adaptée et la conclusion sous-entendue dans l'article selon laquelle le projet n'est pas efficace est tout simplement fausse. Cela peut être prouvé par des mesures sur place.**

L'approche est compréhensible: tester la réussite d'un projet de reforestation ou son impact par «remote sensing», «de manière indépendante et quel que soit le lieu». La méthode NDVI (Normalized Difference Vegetation Index) présente toutefois des lacunes flagrantes à cet égard. Elle peut éventuellement compléter en partie la méthode actuellement utilisée sur le terrain, mais ne peut ni la remplacer, ni – et cela est essentiel pour la déclaration globale – remettre en question les résultats de cette coûteuse mesure sur place. Les données satellite et l'évaluation NDVI ne permettent pas de répondre à la question suivante: «Le carbone a-t-il vraiment été stocké comme cela a été indiqué?».

La méthode, telle qu'elle a été mise en œuvre par les chercheurs et chercheuses de l'EPFZ, semble en soi intègre et correctement appliquée. Cependant, l'interprétation des données est délicate et ne justifie pas une affirmation telle que celle impliquée dans le rapport. L'analyse des données satellite sur la zone du projet mandatée par la RTS ne permet tout simplement pas d'étayer l'affirmation selon laquelle la croissance des arbres serait faible dans la plupart des parcelles.

Pour simplifier, la méthode NDVI est un indicateur largement utilisé pour l'analyse de données satellite à grande échelle. Elle représente la «densité de vert» à l'intérieur d'un pixel d'une image satellite. Pour diverses raisons, cette «densité de vert» n'est pas une mesure fiable de la réussite du projet sur les surfaces concernées, car elle ne permet pas de faire la distinction entre les nouvelles plantations, les arbres et les autres «sources de vert». L'analyse montre seulement que le projet entraîne généralement une évolution positive dans la plupart des parcelles, mais les données disponibles ne permettent pas de déduire à quel point cette évolution est solide et résistante.

Il serait toutefois extrêmement souhaitable de mettre au point une méthode de détection à distance et d'analyse des données, et ce pour de nombreuses raisons; c'est d'ailleurs pour cela que Taking Root souhaite poursuivre le dialogue avec les chercheuses et chercheurs.

«myclimate n'a aucun contrôle sur le projet, car myclimate s'est rendu sur place à peine deux fois en dix ans.»

Pendant ces plus de dix ans, myclimate a toutefois été et reste en contact régulier avec le projet. Un échange direct avec le partenaire de projet a donc lieu plusieurs fois par an. Par ailleurs, la norme Plan Vivo, qui certifie le projet et d'autres organisations impliquées dans le projet, garantit également un flux d'informations constant. Une méfiance à l'égard du projet est donc dénuée de tout fondement.

Notre équipe s'est déjà rendue sur place à deux reprises pour observer le projet soutenu et une autre visite est prévue cette année.

De plus, nous menons chaque trimestre des discussions de coordination directes avec l'équipe du projet de Taking Root. Son CEO rend compte en personne tous les deux ans à Zurich de l'avancement du projet. Les données de performance sont partagées avec nous de manière transparente par le partenaire de projet. En outre, nous travaillons en étroite collaboration avec d'autres organismes de soutien et soumettons le projet à un examen interne régulier. Le contrôle par l'équipe de conseil technique de Plan Vivo crée encore un autre canal d'évaluation.

Ces méthodes d'évaluation exhaustives nous permettent de rester à jour tout en réduisant l'empreinte écologique due à des déplacements inutiles en avion. Étant donné que nous collaborons étroitement et en toute confiance avec Taking Root, nous n'avons aucune raison de renforcer le contrôle.

«La promesse d'un captage à long terme du CO₂ dans les arbres n'est pas tenue, car il n'existe aucun mécanisme pour en garantir la permanence.»

C'est une affirmation que nous contredisons à nouveau vivement, car nous visons avec ce projet une utilisation des terres durablement modifiée, telle qu'elle fonctionne dans la sylviculture suisse depuis 1876. En outre, cette accusation contraste totalement avec le dernier rapport du Groupe d'experts sur l'évolution du climat.

Le rapport actuel du GIEC sur le climat mondial le montre clairement: sans une protection complète des forêts existantes, sans mesures de reforestation et sans mécanismes visant à rendre les forêts plus résilientes, nous n'atteindrons pas les objectifs climatiques (ni les objectifs en matière de biodiversité fixés dans le Protocole de Montréal).

Réduire le projet «Reforestation communautaire au Nicaragua» à la simple plantation d'arbres est une erreur, comme pour la plupart des autres projets dans le domaine de l'utilisation des terres et de la foresterie (LUF). Ces projets visent un changement durable à long terme dans l'utilisation du paysage. C'est pourquoi la «défaillance» de certains arbres n'est pas un critère décisif, contrairement à la vie et au développement constants de l'écosystème forestier et à l'augmentation de sa résistance.

Pour concrétiser ce changement, il faut inciter délibérément les paysannes et les paysans à préserver leurs forêts et à les gérer de manière durable. Par rapport aux solutions techniques, que l'on pourrait citer à titre comparatif dans l'élimination du CO₂ de l'atmosphère, les forêts ont le potentiel de capter nettement plus de CO₂ tout en favorisant la biodiversité et en influençant la météo locale et ses effets.

Outre les projets de reforestation, des mécanismes efficaces de coexistence entre les terres agricoles et les forêts doivent être mis en place. Cela peut se faire par le biais d'obligations et d'interdictions, c'est-à-dire par des réglementations officielles, ou par des incitations économiques qui profitent à la population locale. C'est l'idée du projet au Nicaragua.

«myclimate communique de manière peu transparente et imprécise sur le projet et sa participation.» Cette accusation est elle aussi dénuée de tout fondement, car myclimate fournit des informations transparentes sur son site Internet et fait état de son partenariat de longue date et de ses liens étroits.

L'équipe de RTS Investigativ critique le fait que myclimate considère le projet comme lui appartenant dans sa communication. Nous insistons: ce n'est pas le cas. Sur le site Internet contenant la description du projet, les partenaires ou le propriétaire du projet, et donc sa structure, sont décrits explicitement.

Nous ajoutons également que nous entretenons des contacts très étroits depuis de nombreuses années avec bon nombre de nos projets. Ces contacts, parfois exclusifs, permettent souvent à de tels projets d'évoluer avec succès. De ce «lien étroit» découle également la vision qui s'exprime dans l'utilisation du terme «nos projets».

Qualification de myclimate sur les principaux points critiques de l'article (détaillée)

«Les familles participantes doivent apporter une importante contribution personnelle au projet, ne sont pas correctement rémunérées et ont donc une vision critique du projet.»

Cette accusation est basée sur les déclarations de neuf paysannes et paysans qui ont quitté (ou ont dû quitter) le projet et ne représentent en rien les milliers de familles qui participent au projet et dont le nombre ne cesse de croître depuis des années grâce au bouche-à-oreille.

L'article reproche au projet de susciter l'insatisfaction parmi les agriculteurs participants. Nous le contredisons fermement. Le fait est que la participation est volontaire et se fait principalement par le bouche-à-oreille, avec des agriculteurs qui voient les résultats positifs de leurs collègues et demandent à participer aux programmes. En outre, de nombreux agriculteurs ayant participé au programme avec une seule parcelle ont acquis des parcelles au cours des années suivantes. La croissance soutenue du programme au cours des quinze dernières années témoigne clairement de la satisfaction des agriculteurs.

Les déclarations des paysannes et paysans interrogés peuvent s'expliquer, mais elles ne sont en aucun cas représentatives.

- L'enquête a été menée auprès de onze paysannes et paysans, dont neuf (!) ne participent plus au projet selon la RTS.
- Il serait intéressant de savoir si ces personnes – pour qui il s'agissait probablement de la première interview vidéo de leur vie avec des journalistes étrangers – ont eu recours au mécanisme de réclamation proposé, ou combien de temps elles ont bénéficié du soutien du programme avant de le quitter ou de devoir le quitter.
- Le fait que les participants qui ont dû quitter le programme expriment leur mécontentement et cherchent des raisons qui ne relèvent pas de leur responsabilité est une réaction humaine.
- Dans le cas d'un projet avec participation volontaire et exigence expresse d'investir du temps et du travail, il est aussi tout à fait normal que certains participants se retirent, parfois avec mécontentement.
- Une perte de surface de 8% en 2022 signifie un taux de réussite de 92% pour un projet Nature-based Solutions, tributaire des conditions météorologiques et qui compte des milliers de participants.
- Or, pour pouvoir formuler une affirmation fondée et sérieuse, il faudrait réaliser une étude représentative s'adressant principalement aux familles qui participent activement au projet.

Le programme CommuniTree comprend plusieurs mécanismes visant à garantir la réalisation des effets annoncés et promis, tout en bénéficiant d'un soutien maximal des agriculteurs participants. Les données de performance du programme démontrent que la structure et les mécanismes contribuent efficacement à la réalisation des objectifs.

Chaque parcelle perdue en 2022 a été remplacée aux frais de Taking Root.

- En ce qui concerne les agriculteurs déclarés dans le rapport annuel 2022 qui ont quitté le programme, chaque parcelle perdue a été remplacée par de nouvelles parcelles correspondant à un nombre équivalent de crédits carbone.
- Ces nouvelles parcelles sont boisées et gérées par Taking Root, à ses propres frais. Aux prix du marché de l'année dernière, cela correspond à un investissement d'environ 2 à 3 millions de dollars (perte de recettes).
- Taking Root prend en charge les coûts de remplacement des parcelles afin de garantir que le programme atteigne les objectifs climatiques attendus par les acheteurs

Les pertes de terres constituent un phénomène normal et prévisible que Taking Root planifie et maîtrise:

- Dans le cadre d'un programme qui compte plus de 3000 agriculteurs, il est rare, voire impossible d'atteindre un taux de réussite de 100%. Les objectifs doivent être réalisables mais ambitieux, de sorte que certains agriculteurs ont du mal à les atteindre.
- Afin d'aider celles et ceux qui n'atteignent pas les objectifs fixés, le projet a mis en place une série de processus et de pratiques visant à identifier les parcelles à problèmes et à mettre en œuvre des plans d'amélioration en collaboration avec les agriculteurs.
- Afin de réduire davantage le nombre de surfaces sortant du programme, des mesures supplémentaires et des contrôles de qualité ont été introduits afin d'accroître le succès et de soutenir plus tôt les parcelles difficiles:
 - Interventions précoces: Les préparatifs pour les pépinières commencent désormais plus tôt afin que les arbres puissent être plantés efficacement dès l'arrivée de la courte période de la saison des pluies. De plus, des tampons de semences plus grands sont intégrés pour garantir que les jeunes plants atteignent la bonne taille.
 - Contrôles de qualité: Taking Root a mis sur pied pour son partenaire local une équipe de qualité qui vérifie en interne les pratiques de suivi, afin de s'assurer que tous les agriculteurs bénéficient d'un soutien efficace.
 - Enfin, de nouveaux programmes de formation ont été élaborés pour les équipes de techniciens pour que celles-ci soient préparées et équipées au mieux pour aider davantage les agriculteurs.

Les coûts liés à l'aide supplémentaire apportée aux agriculteurs et aux autres ressources nécessaires à la mise en œuvre de ces plans d'amélioration sont financés par le projet et non par les agriculteurs.

Les contrats sont facultatifs et les agriculteurs peuvent y adhérer et en sortir à tout moment. Il existe des mécanismes formels de réclamation pour résoudre les problèmes des agriculteurs.

- Les agriculteurs peuvent à tout moment participer au programme et en sortir, comme le prévoit le contrat. Une sortie du programme n'a pas de conséquences négatives pour les agriculteurs, car ils n'ont pas à rembourser l'argent qu'ils ont perçu.
- Chaque année, des agriculteurs actifs ajoutent des terres supplémentaires au programme car ils sont enthousiasmés par les possibilités qu'il leur offre.
- Le programme se développe par le bouche-à-oreille depuis des années, car les agriculteurs participants sont tellement heureux des opportunités dont ils bénéficient qu'ils en font la promotion.

- La plupart des dirigeants de l'équipe locale ont eux-mêmes commencé en tant qu'agriculteurs et beaucoup d'entre eux continuent à travailler comme tels tout en intervenant dans l'équipe locale.
- Le programme dispose d'un mécanisme formel permettant de recenser et de traiter les réclamations des agriculteurs.

Il est dans l'intérêt vital de Taking Root que les agriculteurs soient satisfaits du programme. En effet, lorsque les agriculteurs quittent le programme, Taking Root doit remplacer les parcelles afin de respecter ses engagements en matière de carbone.

- Lorsque les agriculteurs se retirent du programme, Taking Root remplace leurs parcelles à ses propres frais. Aux prix du marché de l'année dernière, cela correspondait en 2022 à un investissement d'environ 2 à 3 millions de dollars (perte de recettes). Rien n'incite à ne pas soutenir les agriculteurs le plus possible.
- L'équipe locale travaille toute l'année pour soutenir au mieux les agriculteurs. Pour ce faire, elle dispose de formations, de pépinières centralisées et d'une série de procédures pour les accompagner.
- Des structures ont été mises en place pour identifier les agriculteurs qui ont des difficultés à atteindre les objectifs sylvicoles. Taking Root travaille avec eux pour résoudre les problèmes (p. ex. éleveurs de bétail et jeunes plants).
- Si plusieurs tentatives de résolution de problèmes échouent (pendant plusieurs années), l'équipe du projet, en collaboration avec les partenaires locaux, peut décider qu'il est dans l'intérêt de tous de retirer les agriculteurs concernés du programme.
- Certains agriculteurs sont exclus du programme, pas beaucoup, mais quelques-uns tout de même. C'est ce qui différencie CommuniTree des autres programmes
- et c'est précisément la raison pour laquelle le programme est crédible de par ses ambitions en termes de reforestation. Si personne n'en était exclu, cela impliquerait d'accepter des parcelles à faible rendement, ce qui n'est pas possible car des engagements ont été pris auprès des clients en termes de captage du carbone.

Résultat: le rendement de surface du programme, mesuré sur la base des données de l'inventaire forestier local, correspond aux objectifs du programme

- Pendant toute la durée du contrat du programme, Taking Root réalise des inventaires de terrain sur les parcelles afin de les évaluer formellement selon les objectifs.
- Au niveau global, les performances du programme correspondent aux objectifs actuels et à long terme.

Comment l'argent investi dans le projet est-t-il utilisé concrètement?

Le projet au Nicaragua est certifié selon la norme Plan Vivo, qui stipule que 60% des fonds reçus par le propriétaire du projet par tonne doivent aller directement aux participants. C'est ce que précise aussi explicitement le Project Design Document, PDD, publié sur le site Internet du projet myclimate («cash over 10 years or material payments for ecosystem services, eg»).

Au-delà des 60% mentionnés ci-dessus, 15 à 20% des fonds sont investis par les partenaires locaux du programme pour soutenir les agriculteurs, 3 à 5% couvrent les frais de certification et 15 à 25% sont versés à Taking Root pour la gestion du programme.

Une grande partie de ces investissements supplémentaires se traduit par des avantages en plus pour les agriculteurs et les communautés alentour grâce à une valeur ajoutée non monétaire et à un développement économique plus large.

- Cela se retrouve notamment dans le développement d'un marché local pour les produits forestiers et autres, tels que la culture du café, les jeunes plants, l'élagage ou la taille des arbres à croissance rapide, ce qui offre aux petits agriculteurs des possibilités de revenus à long terme, au-delà de la vente de certificats.
- Rien qu'en 2022, les agriculteurs ont reçu plus de 84 000 dollars de paiements pour des produits forestiers.
- Ils tirent également de leurs forêts de nombreuses valeurs ajoutées non monétaires, comme de l'ombre pour le bétail, l'amélioration de l'irrigation, la réduction de l'érosion des sols. Celles-ci sont d'ailleurs souvent citées par les agriculteurs comme l'un des atouts les plus précieux de leurs forêts.
- L'idée centrale du programme est de faire en sorte que les participants puissent améliorer leurs moyens de subsistance en cultivant des arbres. Taking Root et APRODEIN, l'organisation locale, s'efforcent constamment de développer les marchés locaux afin que les agriculteurs puissent maximiser la valeur de l'arboriculture.
- Outre les paiements aux agriculteurs, la mise en œuvre du programme de reforestation génère d'autres avantages, notamment:
 - 11 613 formations avec des agriculteurs sur le climat et la sylviculture rien qu'en 2022
 - Création de 76 emplois durables depuis 2022
 - 5297 postes de travail saisonniers* ont été créés en 2022 pour soutenir les activités sylvicoles

*86% de ces emplois saisonniers étaient réservés aux agriculteurs sans terre, qui font partie des groupes les plus touchés par les effets économiques.

Le projet en tant que co-investissement

Manque de compréhension de l'architecture du programme: le programme est un co-investissement visant à créer un actif productif

- Les programmes de paiement pour les services écosystémiques (PES) sont conçus comme un co-investissement entre le programme et les agriculteurs. Ils sont organisés de telle sorte que les agriculteurs doivent investir leur temps et leur énergie pour développer leurs moyens de subsistance.
- Il est donc tout à fait normal, voire obligatoire, que les agriculteurs disent qu'ils doivent investir leur propre argent pour reboiser leurs terres.

Les agriculteurs obtiennent ce qui leur a été promis, et la valeur qu'ils retirent de leur participation au programme va bien au-delà de la durée du contrat, puisqu'ils ont accès au marché forestier (par exemple, bois, café).

- Tout paiement en nature ou en intrants agricoles aux agriculteurs est financé à 100% par la vente de crédits carbone. Chaque année, l'étendue du contrat est déterminée sur la base des prix convenus avec les clients du programme.

- La valeur que les agriculteurs retirent de leur participation au programme ne réside pas seulement dans les paiements, mais aussi dans le fait qu'ils créent une nouvelle source de revenus pour leur famille.
- Les forêts qu'ils font naître dans le cadre du programme sont pour eux une source de revenus pour les décennies à venir (café, éclaircissements, etc.).
- Les agriculteurs perçoivent des revenus bien au-delà de la durée du contrat, ce qui permet de préserver les forêts.

Critique de Birgit Müller et manque de compréhension locale

Nous avons également beaucoup de mal à accepter les critiques et les déclarations de l'ethnologue Birgit Müller.

- Nous ne pouvons malheureusement pas déterminer si Mme Müller a été en contact avec des agricultrices et agriculteurs qui ont effectivement participé au projet.
- Cela ne semble pas plausible, car la norme Plan Vivo définit clairement, ou plus précisément exclut expressément la participation au projet des agricultrices et agriculteurs ne possédant que de très petites exploitations ou n'ayant aucune surface agricole inutilisée.
- Ces indications permettent de conclure que Madame Müller n'a pas étudié de manière approfondie la norme Plan Vivo, qu'elle n'a pas non plus saisi le projet (très complexe, il est vrai) dans ses moindres détails et que les interlocuteurs qu'elle a mentionnés n'ont pas pu être impliqués dans le projet.

Nous regrettons de ne pas avoir pu nous entretenir avec Madame Müller avant la remise du rapport, afin de clarifier cette hypothèse et de répondre nous-mêmes à ses questions.

Le manque de compréhension du contexte local conduit à une interprétation erronée des réponses des agriculteurs interrogés

- Les déclarations de paysannes et paysans qui se disent insatisfaits des paiements sont assez insignifiantes au Nicaragua. Ce pays est l'un des plus pauvres du monde et son histoire est jalonnée de programmes gouvernementaux et d'ONG qui se contentent de «distribuer».
- La diffusion de CommuniTree est principalement due au bouche-à-oreille parmi les agriculteurs, ce qui témoigne de leur satisfaction vis-à-vis du programme.
- Au Nicaragua, la plupart des programmes consistent à faire l'aumône, ce qui les différencie de CommuniTree. Il n'est pas question de savoir si les paysannes et paysans souhaitent recevoir plus d'argent. Quand on demande à quelqu'un s'il voudrait toucher de plus grosses sommes, la réponse est généralement oui.

«L'analyse de données satellite effectuée par l'EPF de Zurich laisse planer des doutes quant à la croissance réelle des arbres (biomasse).»

Toutefois, la méthode utilisée n'est pas adaptée et la conclusion sous-entendue dans l'article selon laquelle le projet n'est pas efficace est tout simplement fausse. Cela peut être prouvé par des mesures sur place.

L'approche est compréhensible: tester la réussite d'un projet de reforestation ou son impact par «remote sensing», «de manière indépendante et quel que soit le lieu». La méthode NDVI (Normalized Difference Vegetation Index) présente toutefois des lacunes flagrantes à cet égard. Elle peut éventuellement compléter en partie la méthode actuellement utilisée sur le terrain, mais ne peut ni la remplacer, ni – et cela est essentiel pour la déclaration globale – remettre en question les résultats de cette coûteuse mesure sur place. Les données satellite et l'évaluation NDVI ne permettent pas de répondre à la question suivante: «Le carbone a-t-il vraiment été stocké comme cela a été indiqué?».

Il serait toutefois extrêmement souhaitable de perfectionner la méthode et l'analyse des données, et ce pour de nombreuses raisons; c'est d'ailleurs pour cela que Taking Root souhaite poursuivre le dialogue avec les chercheuses et chercheurs.

La méthode, telle qu'elle a été mise en œuvre par les chercheurs et chercheuses de l'EPFZ, est en elle-même tout à fait intègre et correctement appliquée. Cependant, l'interprétation des données est délicate et ne justifie pas une affirmation telle que celle impliquée dans le rapport. L'analyse des données satellite sur la zone du projet mandatée par la RTS ne permet absolument pas d'étayer l'affirmation selon laquelle la croissance des arbres serait faible dans la plupart des parcelles. L'analyse montre seulement que le projet entraîne généralement une évolution positive dans la plupart des parcelles, mais les données à disposition des chercheurs ne permettent pas de déduire à quel point cette évolution est solide et résistante.

La méthode NDVI n'est pas appropriée pour évaluer la croissance forestière et le captage du carbone aux premiers stades de la croissance forestière, et n'a pas sa place dans ce projet

- Pour simplifier, la méthode NDVI est un indicateur largement utilisé pour l'analyse de données satellite à grande échelle. Elle représente la «densité de vert» dans un pixel. Pour diverses raisons, cette «densité de vert» n'est pas une mesure fiable de la réussite du projet sur les surfaces concernées.
- L'*illustration 1* donne un exemple de raison pour laquelle la densité de vert diminue dans l'exploitation forestière au cours des premières années d'une plantation. Sur l'illustration, un agriculteur retire les herbes de la parcelle afin que les jeunes arbres puissent pousser, ce qui entraîne un obscurcissement du sol. Cette pratique est utilisée de manière intensive, au moins pendant les cinq premières années suivant le reboisement. Elle peut entraîner une forte diminution du NDVI dans la zone, bien que les arbres en croissance stockent beaucoup de biomasse, c'est-à-dire de carbone.



Illustration 1 (photo: Taking Root)

- Mais même sans cette pratique, il n'est pas possible de déterminer la croissance de la biomasse avec le NDVI, en particulier au cours de la première année d'un arbre nouvellement planté, en raison de la surface foliaire très réduite. Une grande partie de la biomasse est stockée dans les branches, les troncs et les racines, et n'est pas proportionnelle à la quantité de «vert», par exemple dans les feuilles. Même si l'analyse satellite peut tenir compte des effets saisonniers supplémentaires (perte quasi-totale des feuilles pendant la saison sèche), mais ils restent des facteurs qui influencent la situation.

L'*illustration 2* ci-dessous donne un exemple de l'inefficacité du NDVI dans la mesure de la biomasse forestière. Cette illustration présente l'évolution chronologique d'une des parcelles intégrées au programme en 2016, avec des valeurs de carbone mesurées sur le terrain sur l'un des axes verticaux, et des valeurs NDVI sur les autres axes verticaux, complétées par des photos géoréférencées afin d'obtenir une représentation visuelle des activités et de la croissance des arbres au fil du temps. Comme on peut le voir, la valeur NDVI est très variable et même en baisse, bien que la superficie boisée augmente considérablement.

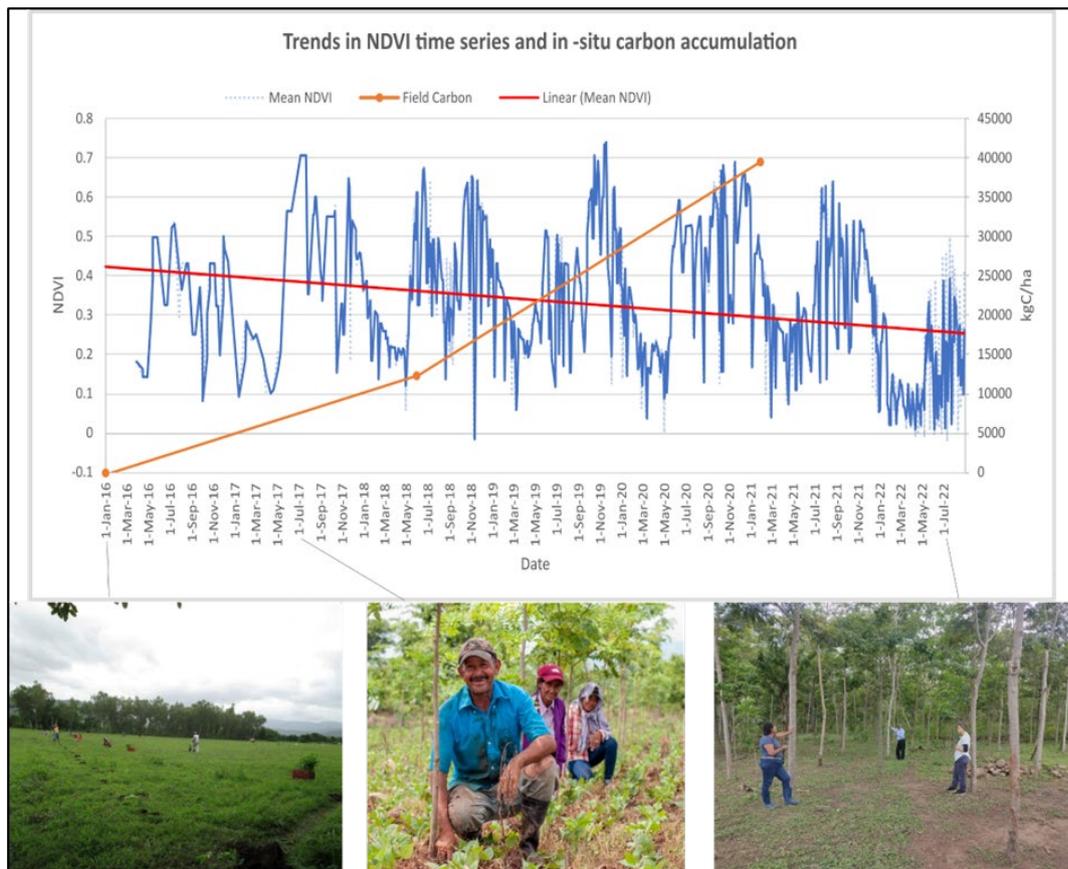


Illustration 2 (photos et graphique, Kahlil Baker, Taking Root)

Taking Root dispose d'une vaste expérience et expertise en matière de mesure de la croissance des forêts et du stockage de carbone.

La mesure de la croissance de la biomasse dans le cadre du projet est donc beaucoup plus complexe et comporte de nombreux facteurs qui ne peuvent être mesurés par les données satellite. Cela a également été confirmé par les scientifiques qui ont mené cette étude et correspond entièrement à notre expérience.

- Notre partenaire de projet Taking Root a étudié pendant des années, en collaboration avec des scientifiques, comment utiliser efficacement le Remote Sensing pour mesurer la croissance des forêts et le carbone, dans le but de suivre au mieux l'évolution du projet.
- Pour ce faire, Taking Root a travaillé avec des équipes de doctorants et doctorantes qualifiés dans les domaines de la foresterie, de l'apprentissage automatique et du Remote Sensing, et a étudié de nombreuses méthodes, dont le NDVI, et de nombreux indices plus complexes, afin de déterminer leur corrélation avec les mesures du sol (Ground Truth) réalisées dans la zone du projet.
- À l'instar des chercheurs de l'EPF Zurich dans l'étude mandatée par la RTS et du consensus académique général sur le sujet (p. ex. Ingram et al. (2005)), ils sont arrivés à la conclusion qu'il n'y avait pas de corrélation suffisante.

Les données actuelles de télédétection ne permettent donc pas d'établir une corrélation étroite entre la croissance des premières plantations et les valeurs obtenues par télédétection, même si

les modèles sont calibrés à partir de données de terrain (cela fonctionne beaucoup mieux pour les forêts établies et en intégrant des mesures d'altitude telles que les mesures Lidar).

Cela signifie qu'à l'heure actuelle, une vérification fiable de la croissance de la biomasse n'est possible qu'en combinant des données de terrain et un contrôle de plausibilité supplémentaire avec des données satellite.

En raison de l'imprécision de la télédétection au début de la croissance forestière, le programme CommuniTree utilise des mesures sur le terrain pour obtenir des résultats précis. Les mesures sont vérifiées en externe par des vérificateurs indépendants.

- En raison de l'imprécision de la télédétection aux premiers stades de la croissance forestière, le programme CommuniTree effectue des mesures sur le terrain statistiquement représentatives sur des surfaces réparties aléatoirement, qui représentent environ 10% de la superficie de chaque parcelle.
- Cette approche est conforme aux meilleures pratiques forestières et statistiques reconnues par le plus grand nombre et a été approuvée par un groupe d'experts indépendants de la norme Plan Vivo Carbon et un groupe d'instituts de contrôle indépendants.
- Le programme utilise cette approche pour obtenir des résultats précis qui sont publiés dans le rapport annuel du programme. Ces résultats sont vérifiés et approuvés par Plan Vivo et vérifiés tous les cinq ans par des examinateurs indépendants.
- Contrairement aux données satellite, les mesures sur le terrain permettent d'identifier de manière précoce les tendances et les difficultés dans le développement de certaines parcelles. Il est ainsi possible d'intervenir rapidement en cas de problèmes, en particulier au cours des premières années critiques, et de garantir la meilleure croissance possible des arbres à long terme.

Nous apprécions beaucoup les efforts déployés pour contrôler l'avancement du projet de manière indépendante et sommes disposés à poursuivre notre collaboration avec l'équipe de l'EPF dans le but d'améliorer encore le suivi et l'intégrité de nos projets, assurés par des équipes de recherche internationales externes.

- Fondamentalement, l'analyse de la croissance de la biomasse par l'évaluation automatisée d'images prises par satellite ou par drones recèle selon nous un grand potentiel pour contrôler l'efficacité des mesures de reforestation, en particulier les pertes éventuelles, et pour simplifier et alléger certains processus (et donc certains coûts).
- C'est pourquoi nous avons beaucoup apprécié l'échange direct avec les scientifiques, que nous aimerions maintenir.
- Seulement, dans ce cas, une analyse automatisée des images satellite basée sur la méthode NDVI ne constitue pas une mesure suffisamment fiable pour chiffrer la biomasse forestière.

«myclimate n’a aucun contrôle sur le projet, car myclimate s’est rendu sur place à peine deux fois en dix ans.»

Pendant ces plus de dix ans, myclimate a toutefois été et reste en contact régulier avec le projet. Un échange direct avec le partenaire de projet a donc lieu plusieurs fois par an. Par ailleurs, la norme Plan Vivo, qui certifie le projet et d’autres organisations impliquées dans le projet, garantit également un flux d’informations constant. Une méfiance à l’égard du projet est donc dénuée de tout fondement.

Jusqu’à présent, le projet a fait l’objet de deux visites sur place, y compris celle de Florian Goppel. La première a été effectuée par notre spécialiste forestière et responsable de projet Silvana Comino. Elle dispose de plus de 15 ans d’expérience dans la mise en œuvre de projets de reforestation en Amérique latine et sait donc très bien quels concepts de projet fonctionnent et quels sont les ingrédients d’un projet de reforestation réussi. Silvana Comino prévoit une nouvelle visite pour cette année, celle qui avait été prévue auparavant ayant été annulée à cause du coronavirus.

Il est important de mentionner qu’au-delà des visites sur place, nous entretenons d’une part des contacts très étroits avec le projet et que nous disposons par ailleurs d’autres flux d’informations sur le projet.

- Au moins quatre fois par an, nous échangeons directement avec Taking Root afin de commenter les rapports trimestriels et de répondre aux questions.
- Le CEO de Taking Root, Kahlil Baker, se rend personnellement à Zurich tous les deux ans pour rendre compte du projet.
- Un contrôle de diligence interne a également été effectué au début du partenariat et nous vérifions régulièrement son actualité.
- D’autre part, nous entretenons des contacts et des échanges étroits avec d’autres organisations qui soutiennent le projet depuis longtemps (l’organisme suédois ZeroMission, franchisé de longue date de myclimate, ainsi que l’association allemande Primaklima). Celles-ci ont également visité le projet sur place et nous ont fait part de leurs conclusions.
- Un autre canal d’évaluation décisif est le contact direct avec l’organe de la norme Plan Vivo, dont l’équipe de conseil technique examine le PDD, les rapports de validation et de vérification ainsi que les rapports annuels.

Ces méthodes d’évaluation exhaustives nous permettent de rester à jour tout en réduisant l’empreinte écologique due à des déplacements inutiles en avion. Étant donné que nous collaborons étroitement et en toute confiance avec Taking Root et que Plan Vivo est la norme la plus rigoureuse dans le domaine LUF, il n’y a aucune raison d’intensifier le contrôle.

«La promesse d'un captage à long terme du CO₂ dans les arbres n'est pas tenue, car il n'existe aucun mécanisme pour en garantir la permanence.»
C'est une affirmation que nous contredisons à nouveau vivement, car nous visons avec ce projet une utilisation des terres durablement modifiée, telle qu'elle fonctionne dans la sylviculture suisse depuis 1876. En outre, cette accusation contraste totalement avec le dernier rapport du Groupe d'experts sur l'évolution du climat.

Le rapport actuel du GIEC sur le climat mondial le montre clairement: sans une protection complète des forêts existantes, sans mesures de reforestation et sans mécanismes visant à rendre les forêts plus résilientes, nous n'atteindrons pas les objectifs climatiques (ni les objectifs en matière de biodiversité fixés dans le Protocole de Montréal).

Réduire le projet «Reforestation communautaire au Nicaragua» à la simple plantation d'arbres est une erreur, comme pour la plupart des autres projets dans le domaine de l'utilisation des terres et de la foresterie (LUF). Ces projets visent un changement durable à long terme dans l'utilisation du paysage. C'est pourquoi la «défaillance» de certains arbres n'est pas un critère décisif, contrairement à la vie et au développement constants de l'écosystème forestier et à l'augmentation de sa résistance.

Pour concrétiser ce changement, il faut inciter délibérément les paysannes et les paysans à préserver leurs forêts et à les gérer de manière durable. Par rapport aux solutions techniques dont tout le monde parle, les forêts ont le potentiel de capter nettement plus de CO₂ tout en favorisant par ailleurs la biodiversité et en influençant la météo locale et ses phénomènes.

Les arbres captent le CO₂. C'est pourquoi les mesures de reforestation ainsi que la protection des forêts existantes sont des activités de protection du climat tout à fait indiquées. Le dernier rapport du GIEC le confirme.

Nous finançons de tels projets de reforestation grâce à des fonds fournis volontairement par nos clientes et clients pour la protection du climat, ce qui nous permet de mener des activités qui n'auraient pas eu lieu autrement. En plus de capter le CO₂, une forêt fournit de nombreux autres services sur le plan environnemental. Nous avons déjà mentionné la biodiversité, mais les forêts ont aussi un impact important sur le climat local, elles empêchent l'apparition de zoonoses et recèlent un potentiel inestimable pour la science et la recherche grâce à la richesse de leur végétation. . Ces atouts disparaîtraient si l'on ne misait que sur des solutions techniques, sans compter que celles-ci sont très chères et beaucoup moins volumineuses que les systèmes forestiers.

L'objectif du projet au Nicaragua est de conférer à la forêt et aux arbres, grâce à une utilisation durable, une valeur supérieure à celle d'autres activités d'utilisation des terres. La population tire profit d'une exploitation durable. Il ne s'agit pas de conserver un seul et même arbre au-delà de la durée du projet, mais d'utiliser les surfaces à des fins de sylviculture de manière durable et à long terme, et ainsi de capter durablement le CO₂.

Dans ce projet, comme dans d'autres projets de reforestation soutenus par myclimate, la collaboration avec des familles de petits paysans sur des centaines de parcelles différentes permet de réduire considérablement le risque de perte d'une grande quantité de biomasse par rapport à une zone contiguë, à cause d'un incendie par exemple.

Enfin, un projet comprend toujours un pool tampon de 15% pour compenser les défaillances qui ne peuvent évidemment pas être évitées à 100%. Avec un calcul conservateur, cela permet de garantir que les projets forestiers assurent une protection durable du climat en plus des effets secondaires positifs mentionnés (sources de revenus, biodiversité).

«myclimate communique de manière peu transparente et imprécise sur le projet et sa participation.» Cette accusation est elle aussi dénuée de tout fondement, car myclimate fournit des informations transparentes sur son site Internet et fait état de son partenariat de longue date et de ses liens étroits.

L'équipe de RTS Investigativ critique le fait que myclimate considère le projet comme lui appartenant dans sa communication. Nous insistons: ce n'est résolument pas le cas. Sur le site Internet contenant la description du projet, les partenaires ou le propriétaire du projet sont mentionnés explicitement.

Nous ajoutons également que nous entretenons des contacts très étroits depuis de nombreuses années avec bon nombre de nos projets. Ces contacts, parfois exclusifs, permettent souvent à de tels projets d'évoluer avec succès. De ce «lien étroit» découle également la vision qui s'exprime dans l'utilisation du terme «nos projets».

Dans le cas de ce projet, nous sommes partenaires de Taking Root depuis 2011 et avons été les premiers à soutenir cette association avec les organisations Primaklima et Zeromission, contribuant ainsi de manière significative à sa réussite.

Complément: Protection du climat dans les pays en déficit démocratique

Les journalistes n'ont pas été autorisés à entrer au Nicaragua. Le Nicaragua est considéré comme un pays non démocratique – est-ce le bon endroit pour un tel projet?

La situation politique d'un pays est analysée et évaluée dans le cadre du processus de vérification rigoureuse préalable. Les possibilités de réduction des émissions ou d'économie de CO₂ et le développement durable des personnes concernées par le projet jouent un rôle central.

Une autre caractéristique essentielle de cette vérification et de notre suivi consiste à s'assurer qu'aucun financement destiné à des prestations de projets ou à des participants aux projets ne parvienne directement ou par des détours aux acteurs politiques. Par définition, nos partenaires de projet ne sont donc jamais des institutions étatiques ou proches du gouvernement, mais essentiellement des ONG, des entrepreneurs sociaux, des entreprises, etc.

Un doute sur le flux financier peut être une raison pour mettre un terme à une collaboration sur un projet, ce que nous avons décidé et mis en œuvre dans le cadre d'un projet antérieur dans un autre pays (Myanmar). Il s'agit d'une mesure ultime, drastique et douloureuse, car elle finit par faire souffrir des populations locales qui n'ont pas ou peu de responsabilité dans les phénomènes politiques.

Dans le cas du projet du Nicaragua, nous n'avons constaté aucun élément indiquant que la situation politique aurait un impact négatif sur le projet. Le projet ne collabore pas directement avec le gouvernement – il a simplement un protocole d'accord («Letter of Authorization», LoA)

avec le gouvernement local et enregistre les parcelles de reforestation auprès de l'autorité forestière locale.

Il ne peut être du ressort d'une organisation de lutte contre le changement climatique d'imposer des sanctions politiques générales. Il s'agirait plutôt d'une mission – qui pourrait faire l'objet d'une investigation – confiée à de grandes entreprises internationales ou à des négociants en matières premières.

Il est peu probable que le gouvernement remarquerait notre retrait du projet, contrairement à la population locale qui profite grandement de sa mise en œuvre, et contrairement au climat et à la biodiversité.

Liens utiles

[Reportage RTS Investigativ sur YouTube](#)

[Description du projet «Reboisement communautaire au Nicaragua»](#)

[Comptes du groupe myclimate](#)

[Rapport de synthèse 6 du GIEC sur l'utilisation des terres et les écosystèmes](#) (notamment p. 27)

[Norme Plan Vivo](#)